

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**  
**ARRETES DU MAIRE - Administration générale**  
**JUIN 2018**

ARR_2018_135	AOTDB_VOLLEY_CLUB_CHENOVE_01.07.2018	1-2
ARR_2018_136	AOTDB_INDEPENDANTE_DE_CHENOVE_30.06.2018	3-4
ARR_2018_137	AOTDB_CERCLE_SPORTIF_LAÏQUE_CHENOVE_ 01.07.2018	5-6
ARR_2018_138	Concession_30 ans_D93_LESECQ	7
ARR_2018_139	Concession_30 ans_P15_SCHROEDER	8
ARR_2018_140	Concession_30 ans_N290_NAUDE	9
ARR_2018_141	Concession_15 ans_N284_BERTHAULT	10
ARR_2018_142	Concession_30 ans_K168_LUNETTA	11
ARR_2018_143	Concession_15 ans_F53_CARRIER	12
ARR_2018_144	Concession_15 ans_A44_BOUCHARD	13
ARR_2018_145	Concession_15 ans_D94_FOUYER	14
ARR_2018_146	Concession_15 ans_P14_LUCOTTE	15
ARR_2018_147	Concession_15 ans_M253_MICHAUD	16
ARR_2018_148	Concession_15 ans_F204_BOISSON	17

ARR_2018_149	Concession_15 ans_D107_GENOUD	18
ARR_2018_150	Concession_30 ans_NA3 n°41_PENILLARD	19
ARR_2018_151	Concession_15 ans_NA3n°40_MORANT	20
ARR_2018_153	NOMINATION F. SABHI MANDATAIRE SUPPLEANT DE LA REGIE D'AVANCES ACCUEIL JEUNES	21-22
ARR_2018_154	CESSATION DE FONCTION DE Y. ZENASNI EN TANT QU'AGENT DE GUICHET SUR LA REGIE D'AVANCES ACCUEIL JEUNES	23
ARR_2018_155	NOMINATION DE SAHBI F. MANDATAIRE AGENT DE GUICHET SUR LA REGIE UNIQUE ET CESSATION DE FONCTION DE K. ELKHSIM	24-25
ARR_2018_156	AODP_ASSOCIATION_AORTI_VIDE_GRENIER_24.06.18	26-27
ARR_2018_157	AOTDB_CENTRE_CULTUREL_DES_ALEVIS_13.10.2018	28-29
ARR_2018_158	AOTDB_CHENOVE_RUGBY_CLUB_01.07.2018	30-31
ARR_2018_159	AODP_CHENOVE_RUGBY_CLUB_VIDE_GRENIER_01.07.18	32-33
ARR_2018_160	NOMINATION_COORDONNATEUR_COMMUNAL_RECENSEMENT_POPULATION_2019	34-35

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,  
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,  
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,  
Vu la demande du 01/06/2018 formulée par Madame Séverine LESAVRE, représentante de « **l'Association Volley Club Chenôve** » par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 01/07/2018 de 08h00 à 21h00**,

**ARRÊTE****Article 1 :**

**L'Association Volley Club Chenôve** est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazeifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion du « **tournoi d'été 2018** » qui aura lieu **le 01/07/2018 de 08h00 à 21h00 au Stade Léo Lagrange à Chenôve**.

**Article 2 :**

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile dans les installations sportives est limité au nombre de 10 par association sportive agréée.

**Article 3 :**

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

**Article 4 :**

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

**Article 5 :**

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 4 juin 2018

Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,  
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,  
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,  
Vu la demande du 01/06/2018 formulée par Madame Chantal VANDENEYDE, représentante de **l'association « Indépendante de Chenôve »** par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 30/06/2018 de 14h00 à 23h30**,

**ARRÊTE****Article 1 :**

**L'association Indépendante de Chenôve** est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion de la « Fête d'été du club » qui aura lieu **le 30/06/2018 de 14h00 à 23h30 au complexe Louis Curel à Chenôve**.

**Article 2 :**

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile dans les installations sportives est limité au nombre de 10 par association sportive agréée.

**Article 3 :**

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

**Article 4 :**

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

**Article 5 :**

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve

Fait à CHENÔVE, le 4 juin 2018

Pour le Maire  
L'Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,  
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,  
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,  
Vu la demande du 23/05/2018 formulée par Monsieur Fouad ABAYAZID, responsable du « **Cercle Sportif Laïque Chenôve** » par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 01/07/2018 de 09h00 à 19h00**,

**ARRÊTE****Article 1 :**

**Le Cercle Sportif Laïque Chenôve** est autorisé à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat), à l'occasion de la « Fête de fin d'année du club » qui aura lieu **le 01/07/2018 de 09h00 à 19h00 au stade Léo Lagrange à de Chenôve**.

**Article 2 :**

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile dans les installations sportives est limité au nombre de 10 par association sportive agréée.

**Article 3 :**

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

**Article 4 :**

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

**Article 5 :**

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 4 juin 2018

Pour le Maire  
L'Adjoint délégué,



Patrick AUDARD



**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Jean-Claude LESECQ** domicilié **226 rue d'Auxonne 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille LESECQ**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **la concession D 93 de 30 années,**
- **à compter du 10/08/2017 de 2 mètres superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6195 du 16/05/2018 et expirant le 10/08/2047.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **440 € (quatre cent quarante euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **16/03/2018**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,  
L' Adjointe déléguée,



Signé par : **Brigitte ROPARD**  
Date : **11/06/2018**  
Qualité : **1ère Adjointe**

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Jean SCHROEDER** domicilié **7 rue George Sand 21300 CHENOVE**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille SCHROEDER**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **la concession P 15 de 30 années,**
- **à compter du 26/03/2018 de 2 mètres superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6184 du 26/03/2018 et expirant le 26/03/2048.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (cinq cent vingt huit euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **28/03/2018**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,  
L' Adjointe déléguée,



Signé par : Brigitte ROPARD  
Date : 11/06/2018  
Qualité : 1ère Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Christiane NAUDE** domiciliée **48 bis rue des Marcs d'Or 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille NAUDE**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **la concession N 290 de 30 années,**
- **à compter du 24/05/2018 de 2 mètres superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6183 du 21/03/2018 et expirant le 24/05/2048.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (cinq cent vingt huit euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **23/03/2018**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,  
L' Adjointe déléguée,



Signé par : Brigitte ROPARD  
Date : 11/06/2018  
Qualité : 1ère Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Sylvie BERTHAULT** domiciliée **5 rue des Lilas 78114 MAGNY LES HAMEAUX**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille DIAS**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **la concession N 284 de 15 années,**
- **à compter du 04/08/2018 de 2 mètres superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6182 du 21/03/2018 et expirant le 04/08/2033.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (deux cent quinze euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **23/03/2018**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,  
L' Adjointe déléguée,



Signé par : Brigitte ROPARD  
Date : 11/06/2018  
Qualité : 1ère Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Marie LUNETTA** domiciliée **16 rue Chancelier de l'Hôpital 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille LUNETTA**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **la concession K 168 de 30 années,**
- **à compter du 02/07/2010 de 2 mètres superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6177 du 28/02/2018 et expirant le 02/07/2040.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (cinq cent vingt huit euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **09/03/2018**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,  
L' Adjointe déléguée,



Signé par : Brigitte ROPARD  
Date : 19/06/2018  
Qualité : 1ère Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Ginette CARRIER** domiciliée **73 rue des Champs Forêts 21160 MARSANNAY LA COTE**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille CARRIER**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **la concession F 53 de 15 années,**
- **à compter du 07/02/2018 de 2 mètres superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6181 du 12/03/2018 et expirant le 07/02/2033.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (deux cent quinze euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **14/03/2018**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,  
L' Adjointe déléguée,



Signé par : **Briditte ROPARD**  
Date : **11/06/2018**  
Qualité : **1ère Adjointe**

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Marie BOUCHARD** domiciliée **15 rue du Four 21490 RUFFEY LES ECHIREY**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille MARCILLET**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **la concession A 44 de 15 années,**
- **à compter du 10/03/2018 de 2 mètres superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6173 du 13/02/2018 et expirant le 10/03/2033.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (deux cent quinze euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **02/03/2018**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,  
L' Adjointe déléguée,



Signé par : **Brigitte ROPARD**  
Date : **11/06/2018**  
Qualité : **1ère Adjointe**

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Thierry FOUYER** domicilié **8 rue Chanson Maldant 21420 SAVIGNY LES BEAUNE**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille LUNATI**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **la concession D 94 de 15 années,**
- **à compter du 28/09/2017 de 2 mètres superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6120 du 22/08/2017 et expirant le 28/09/2032.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **210 € (deux cent dix euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **06/04/2018**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,  
L' Adjointe déléguée,



Signé par : **Brigitte ROPARD**  
Date : **11/06/2018**  
Qualité : **1ère Adjointe**



**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Monique LUCOTTE** domiciliée **95 rue Maxime Guillot 21300 CHENOVE**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille LUCOTTE**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **la concession P 14 de 15 années,**
- **à compter du 16/04/2018 de 2 mètres superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6191 du 16/04/2018 et expirant le 16/04/2033.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (deux cent quinze euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **p 503** du **17/04/2018**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,  
L' Adjointe déléguée,



Signé par : Brigitte ROPARD  
Date : 11/06/2018  
Qualité : 1ère Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Jeanne MICHAUD** domiciliée **39 avenue des Droits de l'Homme et du Citoyen 21300 CHENOVE**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille MICHAUD**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **la concession M 253 de 15 années,**
- **à compter du 24/05/2018 de 2 mètres superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6187 du 30/03/2018 et expirant le 24/05/2033.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (deux cent quinze euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **06/04/2018**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,  
L' Adjointe déléguée,



Signé par : **Briditte ROPARD**  
Date : **11/06/2018**  
Qualité : **1ère Adjointe**

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Jean-François BOISSON** domicilié **8 rue de la Poste 39570 HAUTEROCHE**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille BOISSON**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **la concession F 204 de 15 années,**
- **à compter du 30/05/2016 de 2 mètres superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6190 du 09/04/2018 et expirant le 30/05/2031.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **210 € (deux cent dix euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **11/04/2018**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,  
L' Adjointe déléguée,



Signé par : **Briditte POPARD**  
Date : **11/06/2018**  
Qualité : **1ère Adjointe**

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Pierre GENOUD** domicilié **2 rue de Vuilcin 25300 PONTARLIER**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille CRISINEL**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **la concession D 107 de 15 années,**
- **à compter du 02/04/2018 de 2 mètres superficiels.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6186 du 29/03/2018 et expirant le 02/04/2033.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (deux cent quinze euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **17/04/2018**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,  
L' Adjointe déléguée,



Signé par : Brigitte ROPARD  
Date : 11/06/2018  
Qualité : 1ère Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Marcel PENILLARD** domicilié **14 rue George Sand 21300 CHENOVE**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille PENILLARD**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **mini-concession NA3 n°41 de 30 années,**
- **à compter du 03/04/2018.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6188 du 03/04/2018 et expirant le 03/04/2048.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **552 € (cinq cent cinquante deux euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **06/04/2018**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,  
L' Adjointe déléguée,



Signé par : Brigitte ROPARD  
Date : 11/06/2018  
Qualité : 1ère Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Jacqueline MORANT** domiciliée **3 rue Raymond Bougeot 21300 CHENOVE**, et tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal à l'effet de fonder la sépulture particulière de **la famille MORANT**.

**ARRÊTE****Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture particulière indiquée :

- **mini-concession NA3 n°40 de 15 années,**
- **à compter du 27/03/2018.**

**Article 2 :**

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6185 du 27/03/2018 et expirant le 27/03/2033.**

**Article 3 :**

La concession est accordée moyennant la somme totale de **255 € (deux cent cinquante cinq euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **04/04/2018**.

**Article 4 :**

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,

Pour le Maire,  
L' Adjointe déléguée,



Signé par : Brigitte ROPARD  
Date : 11/06/2018  
Qualité : 1ère Adjointe

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'arrêté n° 60 en date du 30 janvier 2012, modifiant l'arrêté n° 141 du 10 mai 2011, et instituant une régie d'avances « ACCUEIL JEUNES » auprès du service de la Jeunesse, complété par les arrêtés n° 65 du 29 juillet 2011, n° 6 du 30 juin 2014 et n° 137 du 31 août 2017,

Vu l'avis conforme du régisseur titulaire en date du 4 juin 2018,

Vu l'avis conforme des mandataires suppléants en date du 4 juin 2018,

Vu l'avis conforme du Comptable Public en date du 6 juin 2018,

**ARRÊTE****Article 1 :**

Monsieur Fawzi SABHI est nommé mandataire suppléant de la régie d'avances « ACCUEIL JEUNES », en supplément de Monsieur Frédéric LEDUC et de Madame Fabienne RENAUD, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci, à compter du 9 juillet 2018.

**Article 2 :**

Le mandataire suppléant, percevra une indemnité de responsabilité pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

**Article 3 :**

Le mandataire suppléant est, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués.

**Article 4 :**

Le mandataire suppléant ne doit pas payer des dépenses pour des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

**Article 5 :**

Le mandataire suppléant est tenu de présenter ses registres comptables, ses fonds et ses formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

**Article 6 :**

Le mandataire suppléant est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle n° 08-031-A-B-M du 21 avril 2008.

Fait à CHENÔVE, le 7 juin 2018

Pour le Maire,  
L' Adjoint délégué,



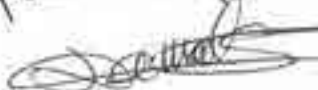
  
Bernard BUIGUES

Le Comptable Public,



Isabelle GUILLAUME

Le Régisseur titulaire,

*Vu pour acceptation*  



Makiath DAMALA

Le mandataire suppléant,

*" Vu pour acceptation "*  



Frédéric LEDUC

Le mandataire suppléant,

*Vu pour acceptation*  


Fabienne RENAUD

Le mandataire suppléant,

*Vu pour acceptation*  


Fawzi SAHBI



## ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu l'arrêté n° 60 en date du 30 janvier 2012, modifiant l'arrêté n° 141 du 10 mai 2011 et instituant une régie d'avances « ACCUEIL JEUNES » auprès du service de la Jeunesse, complété par les arrêtés n° 65 du 29 juillet 2011, n° 6 du 30 juin 2014 et n° 137 du 31 août 2017,

Vu l'arrêté n° 2017\_30 du 17 février 2017 nommant Monsieur Yassine ZENASNI, agent de guichet de la régie d'avances « ACCUEIL JEUNES »,

Vu l'avis conforme du régisseur titulaire en date du 4 juin 2018,

Vu l'avis conforme des mandataires suppléants en date du 4 juin 2018,

## ARRÊTE

Article 1 :

Il est mis fin aux fonctions de Monsieur Yassine ZENASNI en tant qu'agent de guichet de la régie d'avances « ACCUEIL JEUNES », son contrat étant parvenu à terme.

Fait à CHENÔVE, le 5 juin 2018

Le régisseur titulaire,

*Vu pour acceptation*  


Makiath DAMALA

Le mandataire suppléant,

*"Vu pour acceptation"*

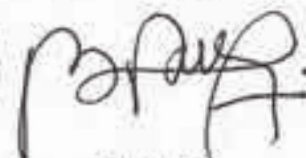


Frédéric LEDUC

Pour le Maire,

L' Adjoint délégué,



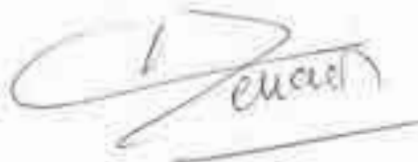


Bernard BUIGUES

Le mandataire suppléant,

*"Vu pour acceptation"*

Fabienne RENAUD



**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'arrêté municipal n° 119 du 14 septembre 2011 portant création d'une régie de recettes nommée « REGIE UNIQUE » auprès de la Direction des Finances, modifié par les arrêtés n° 62 du 30 janvier 2012, n° 192 du 8 juin 2012, n° 118 du 20 mai 2015, n° 375 du 5 octobre 2016, n° 134 du 31 août 2017 et n° 2017\_164 du 29 septembre 2017,  
Vu l'avis conforme du régisseur titulaire en date du 4 juin 2018,  
Vu l'avis conforme du mandataire suppléant en date du 4 juin 2018,

**ARRÊTE****Article 1 :**

En raison d'un changement d'affectation, il est mis fin aux fonctions de Monsieur Kamel ELKHSIM en tant que mandataire « agent de guichet » de la régie de recettes dite « REGIE UNIQUE » sur le site du service de la Jeunesse.

**Article 2 :**

Monsieur Fawzi SAHBI est nommé mandataire « agent de guichet » de la régie de recettes pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie de recettes dite « REGIE UNIQUE », sur le site du service de la Jeunesse, à compter du 9 juillet 2018, avec pour mission d'encaisser exclusivement :  
- les produits des activités du service Jeunesse,  
dans le respect des dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**Article 3 :**

Le mandataire « agent de guichet » ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés ci-dessus, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code pénal.  
Il doit les encaisser selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif de la régie.

**Article 4 :**

Le mandataire est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006.

Fait à CHENÔVE, le 5 juin 2018


Le Régisseur titulaire,  
*Vu pour acceptation*  
  
Nadine BRAULT




Pour le Maire,  
L' Adjoint délégué,

  
Bernard BUIGUES

Le mandataire suppléant,  
*Vu pour acceptation*  
  
Aurélie LUCAS

L'agent de guichet,  
*Vu pour acceptation*  
  
Fawzi SAHBI

L'agent de guichet sortant,  
*Vu pour acceptation*  
  
Kamel ELKHSIM

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### Le Maire,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R 2122-1,  
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L.2212-1, L.2213-1 et L2213-6 et suivants ainsi que son article R 2241-1,  
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,  
Vu la délibération n° 62 du 28 septembre 2015 relative aux pouvoirs consentis au Maire par le Conseil Municipal,  
Vu la demande du 29 janvier 2018 de Madame Méherzia BELHADJ, représentante de **l'Association AORTI**, par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'occuper l'Esplanade Limburgerhof à Chenôve, **le 24/06/2018 de 05h00 à 20h00**, dans le cadre de l'organisation d'une vente au déballage.

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public.

### ARRÊTE

#### Article 1 :

**L'Association AORTI**, représentée par Madame Méherzia BELHADJ, est autorisée à occuper l'Esplanade Limburgerhof à Chenôve **le 24/06/2018 de 05h00 à 20h00**, dans le cadre de l'organisation d'une vente au déballage « vide grenier ».

#### Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

#### Article 3:

Afin de garantir la sécurité et l'accessibilité, il est précisé que :

- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours,
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

#### Article 4 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

**Article 5 :**

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment, notamment en cas de non respect des règles édictées par le présent arrêté.

**Article 6 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7 :**

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Article 8 :**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, les services de gendarmerie nationale, les services de police nationale, les services de police municipale, ainsi qu'aux chefs de services concernés.

**Article 9 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 22/06/2018  
Qualité : Maire

**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,  
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,  
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,  
Vu la demande du 24/04/2018 formulée par Madame Gulten YUKSEL, responsable de **l'association « Centre Culturel des Alevis »** par laquelle l'intéressée sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **du 13/10/2018 à 08h00 au 14/10/2018 à 02h00**,

**ARRÊTE****Article 1 :**

**L'association « Centre Culturel des Alevis »** est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion d'un « Gala » qui aura lieu **du 13/10/2018 à 08h00 au 14/10/2018 à 02h00 à la salle des Fêtes de Chenôve**.

**Article 2 :**

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 5 par association.

**Article 3 :**

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

**Article 4 :**

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

**Article 5 :**

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 21 juin 2018

Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

**ARRÊTÉ DU MAIRE**

**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,

Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,

Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,

Vu la demande du 19/03/2018 formulée par Monsieur Patrick MONOT, responsable du « **Chenôve Rugby Club** » par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 01/07/2018 de 06h00 à 20h00**,

**ARRÊTE****Article 1 :**

**Le Chenôve Rugby Club** est autorisé à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion d'un « vide-grenier » qui aura lieu **le 01/07/2018 de 06h00 à 20h00 à l'Esplanade Limburgerhof à Chenôve**.

**Article 2 :**

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 5 par association.

**Article 3 :**

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

**Article 4 :**

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.



**Article 5 :**

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

**Article 6 :**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE, le 22 juin 2018

Pour le Maire  
L' Adjoint délégué,



Patrick AUDARD

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### Le Maire,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2122-1 et suivants et R 2122-1,  
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L.2212-1, L.2213-1 et L2213-6 et suivants ainsi que son article R 2241-1,  
Vu le Règlement Sanitaire Départemental du 31 décembre 1980 modifié,  
Vu la délibération n° 62 du 28 septembre 2015 relative aux pouvoirs consentis au Maire par le Conseil Municipal,  
Vu la demande du 19 mars 2018 de Monsieur Patrick MONOT, représentant de **l'association « Chenôve Rugby Club »**, par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'occuper l'Esplanade Limburgerhof à Chenôve, **le 01/07/2018 de 05h00 à 21h00**, dans le cadre de l'organisation d'un « vide-grenier ».

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement de cette manifestation, il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public,

### ARRÊTE

#### Article 1 :

**L'association « Chenôve Rugby Club »**, représentée par Monsieur Patrick MONOT, est autorisée à occuper l'Esplanade Limburgerhof à Chenôve **le 01/07/2018 de 05h00 à 21h00**, dans le cadre de l'organisation d'un « vide-grenier ».

#### Article 2 :

Sera effectué un contrôle des lieux contradictoire, ces lieux devant être nettoyés et plus généralement, remis en état avant le départ du bénéficiaire de l'autorisation.

#### Article 3 :

Afin de garantir la sécurité et l'accessibilité, il est précisé que :

- En aucun cas les installations ne doivent empiéter sur le passage de sécurité et d'accessibilité pour les véhicules de secours.
- Les installations doivent permettre l'accessibilité des personnes handicapées, en particulier compte tenu des dispositions en vigueur.
- La ville ne pourra pas être tenue responsable du défaut de sécurité et / ou d'accessibilité du site.

#### Article 4 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

**Article 5 :**

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment, notamment en cas de non-respect des règles édictées par le présent arrêté.

**Article 6 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7 :**

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification et de son affichage ou de sa publication et de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

**Article 8 :**

Ampliation du présent arrêté sera notifiée au bénéficiaire ainsi que transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des services techniques, les services de gendarmerie nationale, les services de police nationale, les services de police municipale, ainsi qu'aux chefs de services concernés.

**Article 9 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 27/06/2018  
Qualité : Maire

## **ARRÊTÉ DU MAIRE**

### **Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités locales,  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,  
Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,  
Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,  
Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée sur l'informatique, les fichiers et les libertés,  
Vu l'arrêté ministériel du 19 juillet 2000, modifié par l'arrêté ministériel du 9 octobre 2002 (notamment son article 1er),  
Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),  
Vu le décret en Conseil d'État n° 2003-485 du 5 juin 2003 modifié définissant les modalités d'application du titre V de la loi n° 2002-276,  
Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,  
Vu l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Est nommé en qualité de coordonnateur communal de l'enquête de recensement pour l'année 2019 : **Monsieur Normann CHEVRIER**.  
Ses missions sont celles définies par les décrets et l'arrêté susvisés.  
Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

### **Article 2 :**

Le coordonnateur communal est assisté dans ses fonctions par l'agent municipal suivant : **Madame Catherine DENDEN** en tant que coordonnateur suppléant.  
Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

### **Article 3 :**

Est nommé en qualité de correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2019 : **Monsieur Normann CHEVRIER**.  
Ses missions sont celles définies par les décrets et l'arrêté susvisés.  
Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

**Article 4 :**

Le correspondant du répertoire d'immeubles localisés est assisté dans ses fonctions par l'agent municipal suivant :

**Madame Catherine DENDEN** en tant que correspondant du répertoire d'immeubles localisés suppléant.

Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois N°51-711 et n°78-17 susvisées.

**Article 5 :**

Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de Côte d'Or,
- Madame la trésorière principale de Chenôve.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET  
Date : 29/06/2018  
Qualité : Maire